

Photo : Pak Tea House

L'état des relations entre le Pakistan et les États-Unis depuis la mort de Ben Laden

Par Hugo Bourassa, auxiliaire de recherche au Programme Paix et sécurité internationales

Le raid effectué par les forces spéciales américaines (Seals) qui ont abattu, le 1^{er} mai 2011, Oussama Ben Laden dans la ville d'Abbottabad, très proche de la capitale du Pakistan, Islamabad, a fortement marqué l'actualité internationale de l'année 2011. Plus qu'une simple nouvelle, cet événement s'est avéré lourd de conséquences et les répercussions risquent d'affecter durablement les relations entre le Pakistan et les États-Unis. Depuis 2001, la coopération entre le Pakistan et les États-Unis en matière de contre-terrorisme et de contre-insurrection a régulièrement été appréciée par les dirigeants américains. Allié des États-Unis, le Pakistan aurait reçu de ceux-ci depuis dix ans environ 22 milliards de dollars en aide, dont 14,6 milliards reliés à la sécurité¹. Même si Washington s'interrogeait depuis un bon moment à propos de la volonté réelle du Pakistan d'intervenir dans la lutte contre certains groupes insurgés et terroristes, les circonstances entourant la mort de Ben Laden ont mené le gouvernement américain à intensifier ses pressions sur le gouvernement pakistanais.

2011 : une année difficile dans les relations entre le Pakistan et les États-Unis

Déjà avant ce raid, des événements avaient contribué à accroître les tensions entre les deux pays. À cet égard, notons par exemple les allégations concernant la divulgation du nom d'un officier de la CIA par l'armée pakistanaise en décembre 2010 et l'affaire Raymond Davis au début de l'année 2011, deux événements qui ont causé de sérieuses frictions entre les deux pays¹. Suite à cette affaire, le chef de l'agence de renseignement pakistanaise, l'*Inter-Services*

¹ Le 27 janvier 2011, Raymond Davis, un Américain travaillant pour la CIA, a tué deux hommes au Pakistan. Les autorités pakistanaises l'ont accusé de meurtre et un tribunal a interdit au gouvernement de le libérer malgré l'insistance des États-Unis. C'est finalement à la mi-mars, après des semaines de négociations secrètes, de pressions politiques par les responsables pakistanais sur les tribunaux et une promesse de 2,3 millions de dollars pour les familles des victimes que Davis a été libéré. Les responsables américains ont toutefois nié qu'il y avait eu un arrangement dans cette affaire ou que les États-Unis avaient fourni une compensation financière. Néanmoins, le résultat a laissé croire à plusieurs Pakistanais que leur système judiciaire avait été manipulé en grande partie par le gouvernement américain.



Intelligence (ISI), Ahmed Shuja Pasha, s'est rendu à Washington en avril 2011 où il a demandé d'avoir un plus grand contrôle sur les actions américaines secrètes au Pakistan, une réduction du nombre d'agents de la CIA et des forces spéciales travaillant au Pakistan, ainsi que l'arrêt des frappes de drones². Dans ce contexte, l'opération américaine qui a tué Ben Laden à Abbottabad a accentué davantage la tension entre ces deux partenaires obligés. La planification de l'opération a illustré à quel point l'administration américaine ne faisait pas confiance aux Pakistanais qui n'ont été ni informés, ni invités à participer au raid.

L'efficacité des services de sécurité pakistanais questionnée au Pakistan

Au Pakistan, l'événement a provoqué des critiques inhabituelles contre l'armée pakistanaise, traditionnellement l'institution la plus respectée au pays. Le fait qu'une force étrangère puisse intervenir dans l'espace aérien pakistanaise avec des hélicoptères sans être détectée a été une humiliation pour les forces de sécurité. Mais au-delà de cet échec, les Pakistanais se sont questionnés sur la capacité de leur armée à pouvoir protéger les frontières du pays si une telle attaque était lancée par l'Inde³. L'événement a aussi été particulièrement embarrassant pour les services de renseignement. Plusieurs ont dénoncé leur incompétence ou leur complicité puisqu'ils n'ont pas été en mesure de repérer, pendant assurément cinq années, la présence du terroriste le plus recherché à Abbottabad, ville dans laquelle est située l'Académie militaire du Pakistan⁴.

Qui plus est, les talibans pakistanais ont attaqué quelques semaines plus tard une base navale pakistanaise près de Karachi en représailles pour la mort de Ben Laden. Il a fallu au moins 16 heures aux forces de sécurité pour en reprendre le contrôle, ce qui constituait un deuxième échec embarrassant pour l'armée pakistanaise en peu de temps. La capacité d'un petit groupe d'insurgés à atteindre ce type de cible a entraîné de nouvelles critiques contre l'armée en plus de mettre en doute la sécurité des armes nucléaires pakistanaises⁵. Que ce soit en raison de l'incompétence et de la complicité de responsables pakistanais, l'image internationale

du Pakistan et sa crédibilité ont souffert énormément suite à cet événement, d'autant plus que le Pakistan réitérait depuis plusieurs années que Ben Laden ne se trouvait pas sur son territoire.

Des tentatives pour contrôler les dommages

Les autorités pakistanaises ont cherché à contrôler au mieux les dommages de la mort de Ben Laden sur leur territoire. La stratégie a notamment été de rediriger les critiques vers des acteurs externes, essentiellement les États-Unis. Le Général de l'armée, Ashfaq Pervez Kayani, a prévenu que le Pakistan ne tolérerait plus de telles incursions. Le Parlement a subséquemment fortement condamné le raid américain et demandé l'arrêt des frappes de drones dans l'ouest du Pakistan. Il a aussi menacé de fermer les lignes terrestres de communications au Pakistan qui sont essentielles pour l'approvisionnement des forces de l'OTAN en Afghanistan⁶. Le Premier ministre a, par ailleurs, affirmé que les agences de renseignement du monde entier partageaient la responsabilité de l'échec pour la capture de Ben Laden⁷.



Photo : BBC News (<http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-16131824>)

De surcroît, les manifestations populaires ont pris un ton belliqueux et anti-américain. Selon certains, cette vague d'indignation populaire exprimée aurait poussé le Général Kayani à résister aux nombreuses pressions américaines d'accroître son effort dans la lutte contre le terrorisme, et ce, dans le but de maintenir son autorité⁸. Répondant aux détracteurs qui le considéraient trop pro-américain, Kayani a ainsi

ordonné le retrait d'une centaine d'entraîneurs américains, refusé des visas pour des techniciens militaires américains, cessé les opérations conjointes de contre-insurrection et demandé la fin des attaques de drones⁹.

Un autre fait soulève des questions : plusieurs Pakistanais auraient été arrêtés dans les jours suivants l'opération américaine, soupçonnés d'avoir coopéré avec la CIA. Un journal pakistanais considéré comme proche de l'armée et des services de renseignements pakistanais a, par ailleurs, publié le nom du prétendu chef de la CIA à Islamabad. C'était la deuxième fois en six mois qu'un agent secret américain important au Pakistan était nommé publiquement. Aux États-Unis, d'aucuns pensent que l'ISI a délibérément divulgué les noms pour exprimer son mécontentement à l'endroit des politiques américaines¹⁰.

D'autre part, le Pakistan a semblé vouloir se rapprocher davantage de la Chine. Le Premier ministre Yusuf Raza Gilani s'y est d'ailleurs rendu deux semaines après la mort de Ben Laden. Beijing a accepté de livrer 50 avions de chasse JF-17, un geste devant permettre d'apaiser les appréhensions des Pakistanais et de lancer le message que le système défensif du Pakistan n'était pas vulnérable. Islamabad négocierait en outre avec Beijing l'achat de six nouveaux sous-marins, un contrat qui pourrait s'élever à 3 milliards de dollars.

De plus, des observateurs craignent, malgré les réfutations des autorités pakistanaises, que le Pakistan ait permis à des ingénieurs militaires chinois d'accéder à l'hélicoptère furtif américain utilisé lors du raid contre Ben Laden et laissé en territoire pakistanais. Si c'était le cas, la Chine pourrait avoir acquis des renseignements importants sur la technologie militaire américaine. Quoi qu'il en soit, la volonté de Beijing d'appuyer plus fortement Islamabad semble assez limitée, entre autres en raison de ses préoccupations à propos de la montée de l'extrémisme islamiste au Pakistan et d'un mécontentement envers les faibles progrès dans le développement du port en eau profonde de Gwadar¹¹. Pour l'heure, la Chine ne semble donc pas vouloir intervenir délibérément dans cette tension entre le Pakistan et les États-Unis ou

démontrer un quelconque désir de se substituer à Washington comme principal donneur d'aide au Pakistan.

Un durcissement de l'attitude américaine

À Washington, la mort de Ben Laden a exacerbé les doutes à propos de la collaboration du Pakistan dans le combat contre le terrorisme et l'événement a aussitôt entraîné les interrogations à propos de sa complicité dans le refuge accordé à Ben Laden. John Brennan, principal conseiller du président Obama pour la lutte anti-terroriste, a affirmé qu'il était inconcevable que Ben Laden n'ait pas bénéficié d'un système de protection au Pakistan¹². Même si Hillary Clinton a admis à la fin du mois de mai n'avoir aucune indication prouvant que des hauts responsables pakistanais savaient que Ben Laden vivait près d'Islamabad, plusieurs aux États-Unis ont remis en question la poursuite de la collaboration avec le gouvernement pakistanais. Il faut dire que les accusations selon lesquelles l'armée pakistanaise jouerait un « double jeu » sont récurrentes. En effet, l'ISI accepterait des demandes de coopération des États-Unis tout en exerçant en Afghanistan, par des groupes comme le réseau Haqqani, une influence que les Américains tentent d'éliminer¹³.

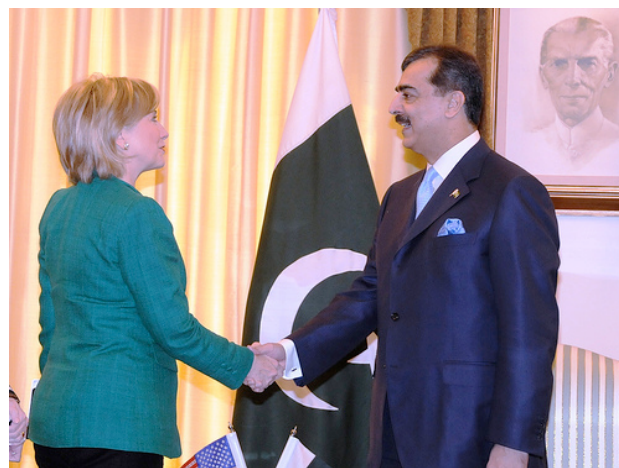


Photo: IIP State / Flickr

De ce fait, les observateurs semblent de plus en plus reconnaître que l'aide militaire américaine n'a que contribué marginalement à endiguer l'activisme islamiste au Pakistan. D'ailleurs, Washington semble désormais vouloir évaluer plus rigoureusement la coopération et les progrès du Pakistan avant de débloquent plus d'aide. À la fin du mois de juin 2011, la

Secrétaire d'État Hillary Clinton a mentionné que l'aide militaire américaine au Pakistan pourrait être ralentie jusqu'à ce que le Pakistan prenne des actions concrètes. Entre 440 et 500 millions de dollars prévus en aide pour de l'équipement et de l'entraînement de contre-insurrection ont été suspendus, ainsi que 300 millions de dollars prévus en remboursement pour le Fonds de Soutien à la Coalition (FSC) en 2011, qui sert à rembourser les forces pakistanaises pour leurs opérations de combat contre les insurgés talibans.

Selon des analystes, on peut y voir un avertissement lancé à Islamabad pour montrer que Washington n'hésitera pas à réduire son aide au besoin. D'aucuns s'inquiètent cependant de cette décision puisqu'elle pourrait s'avérer contre-productive, validant la vision de plusieurs Pakistanais qui ne considèrent pas les États-Unis comme un allié fiable¹⁴. Le Pakistan a d'ailleurs prévenu qu'il pourrait retirer ses militaires de la frontière afghane en réponse aux coupures américaines. Cette action compliquerait certainement les plans américains de se retirer d'Afghanistan, mais un tel geste est considéré comme improbable par les observateurs¹⁵.

Les derniers mois de 2011 : le ton monte d'un cran

Une série d'événements survenus à la fin de l'été et à l'automne 2011 ont accentué les tensions entre les deux pays. D'abord, l'ambassade américaine à Kaboul a été la cible d'une attaque le 13 septembre 2011, possiblement commise par le réseau Haqqani, faisant 16 victimes afghanes. La réponse des États-Unis, qui a été extrêmement ferme, n'a pas tardé. Le 15 septembre, le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, a prévenu que les États-Unis ne toléreraient plus d'attaques contre les forces américaines provenant des insurgés basés au Pakistan. Il a ajouté que les Américains allaient faire tout ce qu'ils pouvaient pour défendre leurs forces, sans toutefois préciser les actions qu'ils pourraient entreprendre si le Pakistan n'agissait pas contre le réseau Haqqani¹⁶.

Mais la critique la plus cinglante fut celle de l'amiral Mike Mullen, alors le chef d'état-major de l'armée américaine. Celui-ci a accusé l'ISI d'utiliser le réseau Haqqani pour faire une

guerre par procuration en Afghanistan. Il a également mentionné que l'ISI utilisait ce groupe comme « une véritable arme ». En plus de souligner l'impatience croissante des États-Unis, ces remarques envoyaient un message clair à Islamabad : si le Pakistan n'agit pas contre les groupes extrémistes, et particulièrement contre le réseau Haqqani, les États-Unis pourraient lancer des actions militaires unilatérales. Jamais auparavant une telle attitude de la part du gouvernement américain n'avait été observée¹⁷.

Au Pakistan, les remarques de Mullen ont provoqué une indignation chez les dirigeants qui nient avoir des liens avec des groupes terroristes. En réponse, la ministre des Affaires étrangères du Pakistan a affirmé que les États-Unis risquaient de perdre un allié s'ils continuaient de critiquer publiquement la performance d'Islamabad dans la guerre contre les militants¹⁸. Puis, en octobre 2011, le général Kayani a averti les États-Unis d'y penser à dix fois avant de lancer un autre raid militaire sur le territoire pakistanais. Le Pakistan a également imputé le succès des talibans et du réseau Haqqani en Afghanistan aux faiblesses des mesures de contre-insurrection de l'OTAN, soulignant que les États-Unis essaient de mettre le blâme sur le Pakistan plutôt que d'admettre leur tort¹⁹. De toute façon, le Premier ministre Gilani a clairement fait savoir que le Pakistan ne se plierait pas aux pressions américaines pour accentuer ses offensives contre les insurgés. Le Pakistan a ainsi réitéré qu'il ne lancerait pas d'offensive contre le réseau Haqqani au Waziristan du nord²⁰.



Photo: Figaro Blog (<http://blog.lefigaro.fr/inde/2010/02/>)

Enfin, le dernier incident qui a ébranlé plus encore la relation entre les États-Unis et le Pakistan est survenu le 26 novembre lorsqu'une attaque aérienne de l'OTAN au Pakistan a tué au

moins 24 soldats pakistanais. Selon l'armée pakistanaise, l'attaque de l'OTAN était délibérée et planifiée, une allégation réfutée par les États-Unis²¹. Le Pakistan a tout de même réagi immédiatement en ordonnant à la CIA d'évacuer la base aérienne Shamsi dans l'ouest du Pakistan d'où elle dirigeait des opérations de drones. Islamabad a aussi ordonné la fermeture de deux routes principales d'approvisionnement de l'OTAN en Afghanistan, dont celle de Torkham depuis laquelle les forces de l'OTAN reçoivent environ 40% de leur fourniture²². Selon le Premier ministre Gilani, les routes pourraient demeurer fermées pendant plusieurs semaines encore. En outre, le Pakistan a annoncé qu'il ne participerait pas à la conférence internationale sur la sécurité et le développement de l'Afghanistan en décembre 2011, pour protester contre les frappes de l'OTAN²³. Finalement, le Général Kayani aurait donné le feu vert aux forces pakistanaises pour répliquer sans délais advenant une autre « agression » par les forces de l'OTAN²⁴.



Photo : <http://www.ctv.ca/CTVNews/World/20110424/pakistan-drones-protest-110424/>

Conclusion : un équilibre fragile entre rupture et maintien d'une collaboration obligée

En dépit de ce climat de méfiance mutuelle, la collaboration avec le Pakistan demeure la seule option réaliste pour les États-Unis. L'administration Obama considérerait toujours qu'une étroite collaboration avec Islamabad est nécessaire pour l'accomplissement des intérêts américains²⁵.

À court et à moyen terme, il est donc probable que l'interdépendance mutuelle force les deux pays à poursuivre leur coopération. Le Pakistan a besoin de l'aide américaine

économique et militaire dans sa lutte contre le terrorisme et pour éviter l'effondrement de son économie tandis que les États-Unis ont besoin de l'accord du Pakistan pour assurer l'approvisionnement des forces militaires en Afghanistan. La réussite en Afghanistan dépend aussi des actions pakistanaises pour fermer les refuges des insurgés talibans au Pakistan. Enfin, les inquiétudes relatives à la possibilité de voir des groupes terroristes mettre la main sur des armes nucléaires pakistanaises persistent²⁶.

La coopération entre les services de renseignement des deux pays s'est d'ailleurs poursuivie malgré les tensions. Par exemple, quelques jours après la mort de Ben Laden, un agent d'Al-Qaïda a été arrêté à Karachi avec l'aide de renseignements fournis par les États-Unis. Par ailleurs, Ilyas Kashmiri, terroriste ardemment recherché, a été tué au début du mois de juin lors d'une frappe de drone au Waziristan du sud, tout comme un commandant d'Al-Qaïda, Atiyah Abd al-Rahman, au Waziristan du nord en août 2011. Or, les succès pour cibler des militants dans les zones tribales sous administration fédérale (FATA) avec des drones sont probablement dus aux renseignements du Pakistan. Enfin, en septembre 2011, le Pakistan a annoncé avoir arrêté trois agents seniors d'Al-Qaïda près de Quetta avec une assistance technique fournie par la CIA²⁷.

Ces dernières arrestations sont avancées par certains pour signaler un renouveau dans la coopération entre Washington et Islamabad. À ce titre, la Maison Blanche a salué la capture de ces hommes comme un signe de collaboration. Selon James Clapper, Directeur du *National Intelligence*, les organisations de sécurité et de renseignement des deux pays reconstruisent leurs liens²⁸. Il n'en demeure pas moins que des problèmes de confiance persistent et les États-Unis suspectent toujours l'ISI d'entretenir des liens avec des groupes militants qui ciblent les forces américaines en Afghanistan.

Au mois d'octobre, Hillary Clinton a mené une délégation de haut niveau à Islamabad, lançant le message suivant au Pakistan : les États-Unis souhaitent toujours construire une relation stratégique avec le Pakistan, mais ils ne toléreront pas l'existence de sanctuaires pour les militants

dans l'ouest du Pakistan et ils prendront des mesures contre ceux-ci si le Pakistan ne le fait pas²⁹. Le Pakistan doit choisir entre combattre aux côtés des États-Unis ou regarder les forces américaines agir seuls contre les extrémistes du réseau Haqqani. La stratégie américaine est d'essayer d'attaquer le réseau Haqqani des deux côtés de la frontière. En Afghanistan, les forces de la coalition poursuivent leur offensive, mais du côté pakistanais, la pression provient presque entièrement des attaques de drones. Les États-Unis demandent ainsi au Pakistan d'agir pour « coincer » le réseau Haqqani.

Par ailleurs, la délégation américaine aurait fait pression pour que le Pakistan endosse publiquement la participation des talibans afghans et du réseau Haqqani dans les négociations sur la réconciliation afghane. L'administration Obama espère que l'ISI pourra organiser des discussions de réconciliation pour mettre un terme à la guerre en Afghanistan. L'approche des États-Unis a été décrite par Hillary Clinton comme : « fight, talk, build ». L'approche prévoit la poursuite des frappes américaines terrestres et aériennes contre le réseau Haqqani et les talibans, tout en insistant pour que l'ISI les amène à la table de négociation. On peut cependant s'interroger sur la volonté réelle de l'ISI de forcer de telles négociations, puisqu'ils considéreraient toujours les insurgés comme le meilleur moyen pour maintenir une influence en Afghanistan après le départ des États-Unis. Le succès de cette approche est donc loin d'être garanti³⁰.

À plus long terme, la trajectoire qu'empruntera la relation entre le Pakistan et les États-Unis demeure incertaine. Selon certains, une forte détérioration de la relation stratégique entre ces deux pays est inévitable comme en témoignent les mesures prises par le Pakistan suite à l'incident du 26 novembre 2011. Ce dernier incident rend la tâche de coopérer avec les États-Unis plus difficile pour le Pakistan, surtout lorsque l'on considère l'atmosphère d'anti-américanisme qui prévaut dans le pays. Néanmoins, des experts soulignent que les deux pays feront tout ce qu'ils peuvent pour surmonter cette crise puisqu'ils ne peuvent se permettre une rupture complète³¹.

Références

- ¹ Reuters, « Co-dependence may prevent rupture », *Dawn*, [En ligne], 2011, <http://www.dawn.com/2011/11/28/us-pakistani-co-dependence-may-prevent-rupture.html>
- ² K. Alan Kronstadt, « Pakistan-U.S. Relations: A Summary », *Congressional Research Service*, p.11, [En ligne], 2011, <http://www.fas.org/spp/crs/row/R41832.pdf>
- ³ C. Christine Fair, « Try to see it my way », *Foreign Policy*, [En ligne], 2011, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2011/05/24/try_to_see_it_my_way
- ⁴ Gerald Hyman, « After bin Laden: A Chance to Review the U.S.-Pakistan Relationship—without Distractions », *Center for Strategic and International Studies*, [En ligne], 2011, <http://csis.org/publication/after-bin-laden-chance-review-us-pakistan-relationship-without-distractions>
- ⁵ Kronstadt, *op. cit.*, p.8.
- ⁶ « Pakistan condemns Bin Laden raid and US drone attacks », *BBC News*, [En ligne], 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-13398281>
- ⁷ « Bin Laden: Pakistan says world intelligence failed », *BBC News*, [En ligne], 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-13280128>
- ⁸ Jane Perlez, « Pakistan's Chief of Army Fights to Keep His Job », *The New York Times*, [En ligne], 2011, <http://www.nytimes.com/2011/06/16/world/asia/16pakistan.html?pagewanted=all>
- ⁹ Dennis Kux, « US-Pakistan Relations in the Summer of 2011 », *Real Instituto Elcano*, ARI, [En ligne], 2011, http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/rielcano_eng/Content?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/elcano/elcano_in/zonas_in/ari121-2011
- ¹⁰ Kronstadt, *op. cit.*, p.12.
- ¹¹ Indian Express, « Pakistan moving closer to China: US Congressional report », [En ligne], 2011, <http://www.indianexpress.com/news/pakistan-moving-closer-to-china-us-congressional-report/866429/>
- ¹² Scott Wilson, Craig Whitlock et William Branigin, « Osama bin Laden killed in U.S. raid, buried at sea », *The Washington Post*, [En ligne], 2011, http://www.washingtonpost.com/national/osama-bin-laden-killed-in-us-raid-buried-at-sea/2011/05/02/AFx0yAZF_story.html
- ¹³ Mark Mazzetti, Jane Perlez, Eric Schmitt et Andrew W. Lehren, « Pakistan Spy Unit Aiding Insurgents, Reports Suggest », *The New York Times*, [En ligne], 2010, <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9C04E7DD1F39F935A15754C0A9669D8B63&ref=pakistan>
- ¹⁴ Kronstadt, *op. cit.*, p.9-10-37.
- ¹⁵ BBC News, « Pakistan threatens to leave Afghan border after US cuts », [En ligne], 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-14124596>
- ¹⁶ Anwar Iqbal, « Rift widens with new US allegations, blunt threat », *Dawn*, [En ligne], 2011, <http://www.dawn.com/2011/09/23/rift-widens-with-new-us-allegations-blunt-threat.html>
- ¹⁷ BBC News, « Pakistan 'backed Haqqani attack on Kabul' - Mike Mullen », [En ligne], 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-15024344>
- ¹⁸ Reuters, « US to lose Pakistan as ally if accusations continue, says Khar », *Dawn*, [En ligne], 2011,

<http://www.dawn.com/2011/09/23/us-to-lose-pakistan-as-an-ally-if-accusations-continue-says-fm-khar.html>

¹⁹ B. Raman, « US-Pakistan: Search for Mutually Face-Saving Option Continues », *South Asia Analysis Group*, Paper no.4712, [En ligne], 2011,

<http://www.southasiaanalysis.org/papers48/paper4712.html>

²⁰ Ariel Zirulnick, « Pakistan refuses to battle Haqqani network », *The Christian Science Monitor*, [En ligne], 2011, <http://www.csmonitor.com/World/terrorism-security/2011/0926/Pakistan-refuses-to-battle-Haqqani-network>

²¹ Subhash Kapila, « Pakistan Army: Us Top-most Military Commander Expresses Disillusionment », *South Asia Analysis Group*, Paper no. 4817, [En ligne], 2011,

<http://www.southasiaanalysis.org/papers49/paper4817.html>

²² Salman Masood et Eric Schmitt, « Tensions Flare Between U.S. and Pakistan After Strike », *The New York Times*, [En ligne], 2011,

<http://www.nytimes.com/2011/11/27/world/asia/pakistan-says-nato-helicopters-kill-dozens-of-soldiers.html?ref=asia>

²³ Salman Masood, « In Protest Over NATO Strike, Pakistan Will Skip Afghan Conference », *The New York Times*, [En ligne], 2011,

<http://www.nytimes.com/2011/11/30/world/asia/in-protest-over-nato-strike-pakistan-will-skip-afghan-conference-to-protest.html?pagewanted=all>

²⁴ Matthew Rosenberg et Eric Schmitt, « Pakistan Refuses to Help as U.S. Sorts Out a Fatal Attack », *The New York Times*, [En ligne], 2011,

<http://www.nytimes.com/2011/12/03/world/asia/pakistan-refuses-to-help-as-us-sorts-out-fatal-airstrikes.html>

²⁵ Kronstadt, *op. cit.*, p.2-8.

²⁶ Christian Wagner, « A Missed Opportunity for Islamabad », *German Institute for International and Security Affairs*, SWP Comments 16, p.3, [En ligne], 2011,

<http://www.isn.ethz.ch/isn/Digital-Library/Publications/Detail/?ots591=cab359a3-9328-19cc-a1d2-8023e646b22c&lng=en&id=130243>

²⁷ Kronstadt, *op. cit.*, p.13.

²⁸ Anwar Iqbal, « Ties with Pakistan vital to security, says US », *Dawn*, [En ligne], 2011,

<http://www.dawn.com/2011/10/09/ties-with-pakistan-vital-to-security-says-us.html>

²⁹ Steven Lee Myers, « U.S. Officials Deliver Warning in Pakistan Over Extremists », *The New York Times*, [En ligne], 2011,

<http://www.nytimes.com/2011/10/21/world/asia/clinton-issues-blunt-warning-to-pakistan.html?pagewanted=all>

³⁰ Eric Schmitt et David E. Sanger, « U.S. Seeks Aid From Pakistan in Peace Effort », *The New York Times*, [En ligne], 2011,

<http://www.nytimes.com/2011/10/31/world/asia/united-states-seeks-pakistan-spy-agencys-help-for-afghan-talks.html?pagewanted=all>

³¹ M Ilyas Khan, « New crisis for US-Pakistani ties », *BBC News*, [En ligne], 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-15909051>